

YUNNAN SHI<sup>1</sup>

# L'INVESTISSEMENT DIRECT DANS LA TRANSFORMATION CHINOISE

**RÉSUMÉ** Pour attirer les investissements directs étrangers (IDE), le gouvernement chinois s'efforce depuis la fin des années soixante-dix d'améliorer l'environnement des investissements, en accordant aux investisseurs étrangers des avantages (notamment fiscaux) considérables. Les IDE ont cependant été fluctuants dans les années quatre-vingt, pour des raisons politiques et économiques intérieures. Le début des années quatre-vingt-dix est, par contre, marqué par une accélération sans précédent de leur développement.

Les Chinois d'outre-mer (notamment ceux de Hong Kong) sont les principaux investisseurs. La politique d'ouverture du pouvoir central et l'environnement d'investissement local expliquent la concentration des IDE dans les régions côtières du sud et de l'est. Les secteurs à technologie avancée sont de plus en plus sollicités dans un contexte nouveau où les Chinois sont devenus plus exigeants et plus sélectifs en matière d'IDE.

L'influence des IDE sur l'économie chinoise a été dans l'ensemble positive, notamment pour l'exportation et pour accroître l'offre de capitaux nécessaires au développement du pays. Les effets sur le progrès technologique des entreprises chinoises sont encore relativement limités, mais le développement récent – l'arrivée des multinationales dans les secteurs de haute technologie – montre que les nouveaux investissements vont dans le bon sens. Enfin, les IDE ont creusé les écarts régionaux de niveaux de revenu et de croissance économique, et ces toutes dernières années, ils ont eu un impact inflationniste. Dernier effet de ces investissements : le développement de l'IDE a favorisé l'insertion de l'économie chinoise dans la division internationale du travail, notamment de la région de l'Asie orientale. Cette insertion contribuera à l'intégration économique régionale.

1. Yunnan Shi est maître de Conférences à l'Université de Rennes I.

Le recours aux financements extérieurs fait partie de la politique d'ouverture adoptée par le gouvernement chinois depuis la fin des années soixante-dix. Celui-ci donne la préférence, d'une part, aux prêts aidés – à long terme et à faible taux d'intérêt – que lui accordent certains pays et surtout la Banque mondiale, et d'autre part, aux investissements directs étrangers. Si jusqu'au début des années quatre-vingt-dix les prêts internationaux représentaient une part majeure de capitaux étrangers introduits en Chine, les investissements directs étrangers ont supplanté les prêts pour la première fois en 1992 avec plus de 11 milliards de dollars contre moins de 8 milliards de prêts<sup>2</sup>.

Les investissements directs étrangers (IDE) jouent un rôle très important dans l'économie chinoise d'aujourd'hui et participent activement à sa transformation. Aussi cet article essaie-t-il de mettre en lumière le rôle joué par les IDE dans la transformation de l'économie chinoise.

## Le développement des investissements directs étrangers en chine

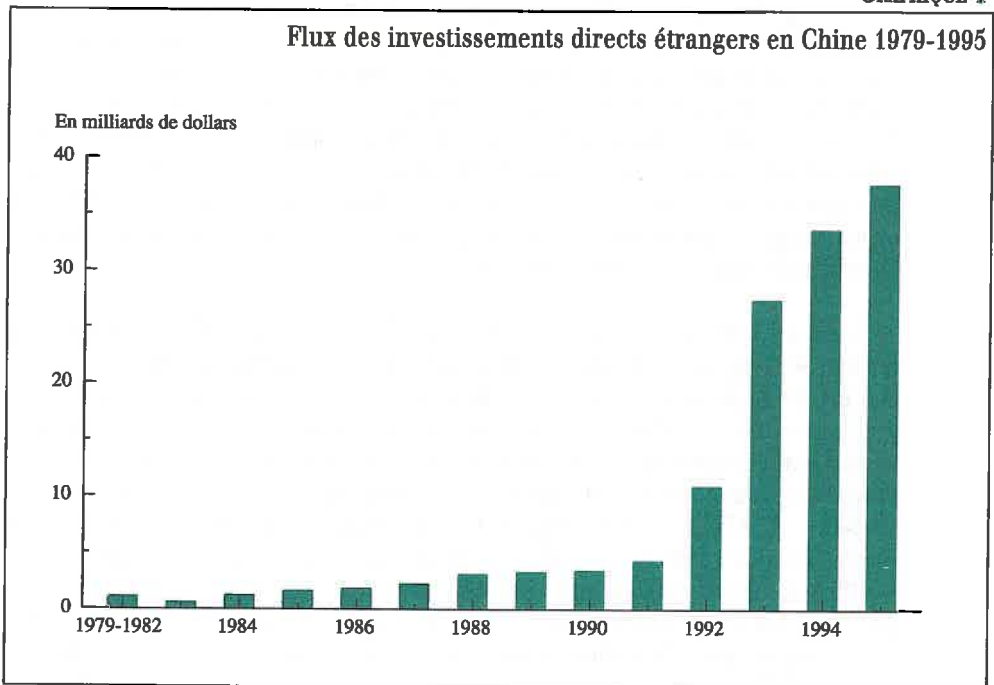
Les premières sociétés à capitaux étrangers en Chine remontent au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agissait des sociétés créées par les pays occidentaux après la Guerre de l'opium qui ont permis à ces derniers d'exporter massivement des marchandises et des capitaux vers la Chine. L'occupation japonaise de la Mandchourie (1931) a été accompagnée de l'invasion des produits japonais (vêtements, aliments, produits chimiques et pharmaceutiques,...) dans la région. Ainsi, en 1939, plus de 5000 boutiques japonaises détenaient près des trois quarts des capitaux commerciaux de la Mandchourie. Pendant la guerre civile (1945-1949), plus de 1000 sociétés à capitaux étrangers, notamment britanniques et américains, se sont installées dans les grandes villes portuaires, telles que Shanghai, Canton, Tianjin, Hankou,... (Gu & Xu, 1994).

Au lendemain de sa création en 1949, la Chine populaire a développé des coopérations scientifiques et techniques avec d'autres pays socialistes : elle a créé quatre sociétés mixtes avec l'ex-Union soviétique et deux avec la Pologne et la Tanzanie. Les sociétés sino-soviétiques, dans les secteurs du pétrole, des métaux non ferreux et métaux rares, de la construction navale et de l'aviation civile, ont été dissoutes à la suite de la dégradation des relations diplomatiques entre les deux pays au début des années soixante, la Chine ayant récupéré la part du capital soviétique. Par contre, les deux sociétés du transport océanique sino-polonaise et sino-tanzanienne fonctionnent toujours.

Depuis 1979, année où le nouveau gouvernement chinois a entamé une politique de réformes et d'ouverture de l'économie, les IDE en tant que symboles d'ouverture économique se sont rapidement développés (GRAPHIQUE 1). Toutefois,

2. Source : *China Statistical Yearbook 1995*.

## GRAPHIQUE 1



Sources : *China Statistical Yearbook* pour 1979-1994 ; Ministry of Foreign Trade and Economic Cooperation pour 1995.

le montant des investissements a été très fluctuant selon les années (notamment dans la seconde moitié des années quatre-vingt) pour des raisons à la fois politiques et économiques, et ces investissements présentent des caractéristiques spécifiques quant à l'identité des investisseurs, les régions d'accueil et les secteurs bénéficiaires.

Pendant la période 1979-1985, la réglementation a été assouplie pour favoriser les IDE et la constitution des entreprises mixtes. Le gouvernement chinois a décidé en 1979 de pratiquer des politiques "spéciales et souples" dans les deux provinces côtières du sud, Guangdong et Fujian, et d'y créer en 1980 quatre Zones Economiques Spéciales (ZES) ouvertes aux capitaux étrangers. En 1984-1985, suite aux succès rencontrés par ces ZES, l'ouverture aux capitaux étrangers s'est élargie à quatorze villes côtières du sud et de l'est avec l'attribution de privilèges identiques à ceux octroyés dans les ZES<sup>3</sup>. En même temps, le gouvernement s'est efforcé d'attirer activement les IDE en simplifiant la procédure administrative et en décentralisant certains pouvoirs d'autorisation.

Pendant la période 1986-1991, les IDE ont connu un développement fluctuant. Les problèmes économiques (l'inflation entre autre) survenus en 1985-1986 ont forcé le gouvernement à pratiquer une politique de rigueur ; les IDE ont été touchés par cette politique. Des projets dans certains secteurs où se sont concentrés les IDE, comme la construction d'hôtels, ont été pratiquement bloqués. Mais d'un

3. Pour plus de détails, voir Wang, 1987 ; Lemoine, 1990.

autre côté, le gouvernement a encouragé les IDE dans les secteurs manufacturiers. Ainsi, si globalement les IDE ont eu un développement ralenti, dans le secteur manufacturier ils ont bien augmenté. En 1988, les réformes économiques se sont accélérées et la politique d'ouverture s'est poursuivie avec l'ouverture élargie à toutes les provinces côtières, la création de la cinquième ZES dans l'île de Hainan. Les IDE ont rebondi après deux ans de ralentissement. Les années 1989-1990 ont été marquées par les événements de la place Tian An Men et par la sanction économique déclarée par les pays occidentaux à l'encontre de la Chine. En même temps, le gouvernement chinois a réajusté de manière plus sévère les critères de sélection et d'autorisation de l'IDE.

L'année 1992 marquera un tournant dans l'histoire de l'IDE en Chine. Le voyage de Deng Xiaoping dans les provinces du sud au début de l'année a déclenché un développement sans précédent, d'autant plus rapide que les événements politiques sont allés dans le même sens : ouverture progressive des régions intérieures, amélioration de l'environnement de l'investissement, simplification de la procédure d'autorisation, amélioration de l'efficacité du travail dans les administrations... La Chine est ainsi devenue l'un des premiers pays d'accueil des IDE au niveau mondial : depuis 1993, elle occupe le second rang derrière les Etats-Unis<sup>4</sup>.

Plus de cent cinquante pays ont déjà investi en Chine sur l'ensemble de la période 1979-1994. Les dix premiers<sup>5</sup> représentent plus de 90 % de l'investissement total réalisé et le premier investisseur, Hong Kong, en a effectué à lui seul plus de 60 %<sup>6</sup>. Toutefois, le montant des investissements en provenance des pays occidentaux est plus élevé que celui donné par les statistiques officielles, car de nombreux investisseurs hongkongais sont issus en réalité de certains pays occidentaux. De même, les investissements en provenance de Hong Kong et de Macao incluent certains investissements provenant de Taiwan, car les Taiwanais ont commencé à investir massivement en Chine continentale à partir de 1987-1988, alors que le gouvernement taiwanais interdisait à l'époque tout investissement de manière directe en Chine.

Ce sont les cinq provinces côtières du sud et de l'est (Guangdong, Fujian, Jiangsu, Shanghai, Shandong) qui ont accueilli les deux tiers des IDE reçus par la Chine, ceci pour des raisons de proximité géographique et de liens parentaux (Hong Kong-Guangdong, Taiwan-Fujian). Bien que certaines régions intérieures comme le Sichuan ou le Hubei<sup>7</sup> aient commencé à attirer activement les IDE, leur part reste faible et le montant est insuffisant par rapport aux souhaits des responsables locaux.

L'un des principaux objectifs fixés par le gouvernement chinois en attirant les IDE était de favoriser les transferts de technologie. Il a ainsi encouragé les investissements dans les secteurs concernés, tels les transports, les télécommunications, l'énergie, la métallurgie, les matériaux de construction, les machines, le matériel médical, l'électronique, etc. Toutefois, en pratique, les investisseurs étrangers et certains responsables locaux ont privilégié les secteurs lucratifs (hôtels, biens de consommation de luxe,...). Ainsi, entre 1979 et 1984, 89 % des

4. La Chine a reçu 28 milliards de dollars en 1993 et 34 milliards en 1994, contre respectivement 32 milliards et 38 milliards pour les Etats-Unis.

5. La France occupe la 10<sup>e</sup>ème place.

6. Sources : *China Statistical Yearbook* et *China Economic Yearbook*.

7. La province dans laquelle Citroën s'est implanté en 1992.

investissements provenant de Hong Kong et 59 % de ceux issus du Japon ont été utilisés dans les services. Afin de réorienter les IDE dans les secteurs souhaités, le gouvernement chinois a fait une distinction en 1986 entre les investissements productifs et les investissements non productifs, seuls les premiers pouvant désormais bénéficier d'avantages plus importants. La répartition de l'IDE entre les secteurs s'est alors considérablement modifiée : la part des investissements productifs progresse d'année en année, atteignant 76 % en 1986 et dépassant 90 % en 1988 (Duan & Yang, 1993).

Aujourd'hui, les secteurs concernés par les IDE sont très divers. Certains services fermés aux IDE jusqu'à récemment, tels que l'aviation, le trafic de marchandises, le commerce, l'assurance, les cabinets comptables, etc., s'ouvrent peu à peu. La part du secteur tertiaire a ainsi augmenté ces trois dernières années après une période de freinage au cours de laquelle le secteur industriel a été fortement stimulé.

## L'effet des investissements directs étrangers sur l'économie chinoise

Bien que les entreprises mixtes aient une importance très limitée en nombre (30 000 sociétés sur 10 millions d'entreprises dans le secteur industriel en 1994<sup>8</sup>), elles constituent aujourd'hui la partie la plus dynamique de l'économie chinoise, et contribuent largement à sa forte croissance depuis une dizaine d'années.

Pendant la seconde moitié des années quatre-vingt, la production industrielle de la Chine a augmenté en moyenne d'environ 20 % par an. Ce sont les entreprises mixtes qui ont réalisé en la matière la performance la plus nette. En effet, elles ont enregistré un taux de croissance moyen de 74 % par an, soit dix fois plus élevé que celui réalisé par les entreprises d'Etat<sup>9</sup> (Li & Xu, 1994). Jusqu'en 1989, leur part dans la production industrielle du pays était restée assez faible, puisqu'elle n'atteignait que 1 % à cette date. Depuis le début des années quatre-vingt-dix au contraire, cette part a considérablement augmenté pour atteindre près

TABLEAU 1

Part des entreprises mixtes dans la production industrielle de la Chine						
	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Production industrielle des entreprises mixtes (en milliards de yuans)	22	72	137	250	361	665
Part des entreprises mixtes dans la production industrielle du pays	1,0%	3,0%	4,8%	6,7%	6,9%	8,6%

Source : *China Statistical Yearbook 1995*.

8. Pour comparaison, il y avait 102 000 entreprises industrielles d'Etat.

9. Ces chiffres de 20 % et 74 % ont été évalués en prix courants par Li & Xu ; en prix constants ou comparables, ils seraient respectivement de 13 % et 64 %.

TABLEAU 2

**Part des entreprises mixtes dans la production industrielle  
des principales provinces d'accueil de l'IDE\***

	En %	
	1993	1994
Guangdong	24,6	29,4
Fujian	21,0	20,8
Jiangsu	5,8	8,7
Shanghai	13,4	19,7
Tianjin	10,7	17,5
Hainan	14,8	17,0

\* Investissement direct étranger.

Source : *China Statistical Yearbook* 1994 et 1995.

de 9 % en 1994 (TABLEAU 1). Les sociétés mixtes représentent entre 20 et 30 % de la production industrielle dans certaines provinces côtières (TABLEAU 2), et entre 50 et 60 % dans les Zones Economiques Spéciales.

Les chiffres sur l'emploi restent très approximatifs. Selon les statistiques officielles, à la fin 1994, 4 millions de Chinois travaillaient dans 206 000 entreprises mixtes (tous types confondus). Le nombre des travailleurs dans ces entreprises représentait ainsi 2,4 % de l'emploi non agricole du pays. Ce chiffre atteint plus de 9 % dans le Guangdong et près de 14 % dans le Fujian (TABLEAU 3).

TABLEAU 3

**L'emploi dans les entreprises mixtes en 1994**

	NOMBRE DE SALARIÉS EMPLOYÉS DANS LES ENTREPRISES MIXTES EN MILLIERS	PART DANS L'EMPLOI NON AGRICOLE EN %
	Guangdong	991
Fujian	579	13,9
Zhejiang	356	6,0
Jiangsu	356	3,7
Shanghai	257	4,8
Shandong	194	2,0
Ensemble du pays	4 060	2,4

Source : *China Statistical Yearbook* 1995.

Selon une autre source<sup>10</sup>, ce sont 20 millions de Chinois qui auraient travaillé dans les entreprises mixtes en 1992, ce qui mettrait à près de 13 % la part dans l'emploi non agricole. Ainsi, dans la province du Guangdong, le nombre des employés travaillant dans les entreprises mixtes serait aussi élevé que celui

10. *Annuaire de la Gestion d'Entreprises de Chine*, 1993.

embauché dans les entreprises d'Etat (3,8 millions), tandis que dans le Fujian le nombre de salariés travaillant dans les premières représenterait plus des deux tiers de celui des entreprises d'Etat. Par ailleurs, ces entreprises mixtes auraient aussi employé des millions de travailleurs venus de l'intérieur du pays pour chercher fortune dans les régions côtières (notamment dans les ZES), et cela pour des raisons essentiellement économiques (pénurie temporaire de la main-d'œuvre et augmentation considérable de coûts salariaux dans certaines villes côtières, écart croissant des revenus entre les régions côtières et celles de l'intérieur).

L'un des objectifs principaux poursuivi par la Chine à travers l'attraction des investissements étrangers est d'obtenir des devises fournies par les exportations. Les entreprises mixtes ont effectivement commencé à accroître leurs exportations à partir du milieu des années quatre-vingt : selon les statistiques officielles, entre 1985 et 1989, ces entreprises ont doublé chaque année leur montant d'exportations, qui a connu ensuite un accroissement annuel de 48 % en moyenne entre 1989 et 1994. Il atteignait ainsi en 1994 35 milliards de dollars, soit 29 % du montant total des exportations du pays, contre seulement 5 % en 1988 (TABLEAU 4). Ce pourcentage est encore plus élevé dans les deux premières provinces d'accueil, le Guangdong et le Fujian, où se sont concentrées les entreprises hongkongaises et taiwanaises essentiellement à vocation exportatrice (TABLEAU 5). La contribution réelle des investissements étrangers ne se limite pas aux exportations effectuées par les entreprises concernées. Le fait que les sociétés mixtes coexistent avec celles à capitaux nationaux permet à ces dernières d'acquérir une expérience de l'exportation et de ses différents aspects, tels que la stratégie du marché, le marketing, l'établissement d'un réseau de vente, etc.

TABLEAU 4

Les exportations des entreprises mixtes pour les années 1988-1994							
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
	En %						
Exportations des entreprises mixtes (en milliards de dollars)	2,5	4,9	7,8	12,1	17,4	25,2	34,7
Part des exportations des entreprises mixtes dans les exportations totales de la Chine	5,2%	9,3%	12,6%	16,8%	20,4%	27,5%	28,7%

Sources : Li L.-Q. (1995) ; *China Statistical Yearbook 1995*.

Les produits exportés par les entreprises mixtes sont essentiellement ceux des industries légères, tels le textile et le cuir, les postes de radio et les magnétoscopes, les jouets, les produits plastiques, etc. Ce sont souvent des productions à forte intensité de main-d'œuvre car les investisseurs étrangers, notamment ceux de Hong Kong et de Taiwan, ont été d'abord attirés par une main-d'œuvre chinoise très bon marché en délocalisant leurs industries de transformation et en réexportant les produits vers leurs marchés traditionnels. Toutefois, depuis le début des années quatre-vingt-dix, le gouvernement chinois s'efforce d'encourager et de promouvoir les exportations de produits en technologies plus avancées, afin de diversifier les produits exportés et d'accroître la part de ceux contenant une haute valeur ajoutée.

TABLEAU 5

**Les entreprises mixtes dans le commerce extérieur  
des principales provinces d'accueil de l'IDE\* en 1994**

	ECHANGES RÉALISÉS PAR LES ENTREPRISES MIXTES EN MILLIARDS DE DOLLARS		PART DES ENTREPRISES MIXTES EN %		TAUX D'EXPORTATION EN %**
	EXPORTATION	IMPORTATION	EXPORTATION	IMPORTATION	
	Guangdong	19,84	25,36	37,2	53,0
Fujian	2,87	4,35	47,2	72,9	48,0
Jiangsu	2,07	3,50	29,7	55,7	20,9
Shanghai	2,66	4,95	26,8	48,4	27,3
Shandong	1,59	2,53	24,4	51,8	45,8
Total du pays	34,71	52,93	28,7	45,8	45,0

\* Investissement direct étranger.

\*\* Le taux d'exportation est mesuré par le rapport entre la valeur des exportations et celle de la production industrielle.

Sources : *China Statistical Yearbook 1995*.

Comment se situent les importations des entreprises mixtes ? Traditionnellement, celles-ci ont toujours été supérieures aux exportations, et elles ont encore représenté en 1994 près de 46 % des importations totales du pays, ce chiffre atteignant même 73 % dans la province du Fujian (TABLEAU 5). Ceci est certainement lié au fait que les entreprises mixtes importent souvent la plupart des équipements et des matériaux de production car, d'une part, leurs importations sont exonérées de droits de douane, ceci au moins jusqu'à récemment<sup>11</sup>, et d'autre part, leurs achats à l'étranger peuvent être considérés comme des apports d'investissements. En conséquence, les entreprises mixtes dans leur ensemble importent toujours plus qu'elles n'exportent même dans les deux provinces, Guangdong et Fujian, où elles sont les plus performantes à l'exportation.

Dans la mesure où une bonne partie des importations sont "payées" par les investissements apportés, les entreprises mixtes sont des créateurs nets de devises, et ceci depuis 1987. En 1994, elles ont apporté 5 milliards de dollars en devises, bien que leur commerce extérieur ait été déficitaire d'un montant de 18 milliards de dollars (Li, 1995).

Longtemps le manque de capitaux a été l'un des éléments essentiels qui a contraint le développement de l'économie chinoise. L'utilisation massive des capitaux étrangers depuis une dizaine d'années a largement contribué à la croissance économique du pays. Entre 1979 et 1994, la Chine a accueilli au total 181 milliards de dollars de capitaux étrangers, dont 53 % en investissements directs, qui ont complété une épargne nationale insuffisante. Calculée selon les taux de change officiels, la part des capitaux étrangers dans l'investissement en capital fixe du pays a quadruplé, passant de moins de 6 % en 1985 à près de 25 % en 1994 (TABLEAU 6).

11. Cet avantage, accordé aux entreprises mixtes depuis plus de dix ans, a été supprimé au 1er avril 1996, avec toutefois une période de transition d'un ou deux ans.



TABLEAU 6

Part des capitaux étrangers dans l'investissement en capital fixe en Chine										
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
	En %									
Total des investissements étrangers	5,9	8,9	8,6	8,5	9,2	11,1	11,2	13,5	18,0	24,8
Dont les IDE	2,1	2,3	2,4	2,7	3,1	3,8	4,2	7,7	12,7	19,4

Calculé par l'auteur d'après *China Statistical Yearbook 1995*.

Cette part est encore plus importante dans les provinces côtières notamment celles du sud : 37 % dans l'île de Hainan et le Guangdong, et surtout 60 % dans le Fujian en 1994 (TABLEAU 7). On l'estime à plus de 80 % dans les ZES des deux dernières provinces, dès 1988 (Duan & Yang, *op. cit.*).

TABLEAU 7

Part des IDE dans l'investissement en capital fixe en Chine en 1994	
	En %
Guangdong	37,4
Fujian	59,6
Jiangsu	24,4
Shanghai	19,6
Shandong	20,1
Tianjin	27,6
Hainan	37,0

Calculé par l'auteur d'après *China Statistical Yearbook 1995*.

Les recettes fiscales provenant des entreprises mixtes ont connu une croissance très rapide depuis la fin des années quatre-vingt : elles sont passées de 2,4 milliards de yuan en 1988 à 39 milliards en 1994 (TABLEAU 8). En 1994, elle représentait environ 10 % des recettes fiscales du pays (droits de douane et taxes agricoles exclus). Dans certaines villes côtières, les impôts et taxes payés par les entreprises mixtes sont devenus l'une des principales sources des recettes fiscales locales.

TABLEAU 8

Recette fiscale provenant des entreprises mixtes en Chine, 1988-1994							
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Montant*							
(en milliards de yuan)	2,4	3,6	4,4	6,9	10,7	20,6	39,0
Part dans la recette fiscale du pays**	1,5%	1,9%	2,2%	3,3%	4,6%	6,2%	9,7%

\* Droits de douane exclus.

\*\* Droits de douane et taxes agricoles exclus.

Sources : pour 1988-1992, Li &amp; Xu (1994) ; pour 1993-1994, Li (1995).

Les "taxes industrielles et commerciales générales", proportionnelles aux chiffres d'affaires des entreprises, représentent environ les trois quarts des impôts et taxes. Par contre, les impôts sur les bénéfices ont une part relativement faible. D'une part, pour attirer des capitaux étrangers, le gouvernement chinois a accordé aux investisseurs étrangers divers avantages fiscaux (exonérations et réductions) pendant les premières années qui suivent l'investissement. D'autre part, un bon nombre d'investisseurs (notamment de Hong Kong et de Taiwan) savent bien exploiter les lacunes de l'administration fiscale chinoise pour adopter des systèmes de comptabilité doubles, avec un volet officiel affichant un déficit, ce qui leur permet de ne pas se trouver imposés sur les bénéfices.

L'afflux des IDE ces dernières années a coïncidé avec la forte inflation qu'a connue la Chine, dont l'ampleur a atteint un nouveau record. Bien que jugulée en 1988-1989, elle a atteint 13,2 % en 1993 et 21,7 % en 1994<sup>12</sup>, malgré le tour-de-vis imposé d'urgence, dès novembre 1993, et dont l'effet n'a pas duré plus d'une saison. Les IDE ont une part de responsabilité dans cette inflation sans précédent. En effet, leur afflux (plus du doublement en 1992 et en 1993, accroissement confirmé en 1994) a sans aucun doute contribué à l'ampleur des investissements en capital fixe du pays<sup>13</sup>, un des principaux responsables du phénomène.

Par ailleurs, pour les entreprises chinoises et certains responsables locaux, l'accueil de l'IDE est une "bonne occasion" pour augmenter substantiellement les salaires des employés (non soumis aux contraintes imposées par les pouvoirs publics), les prix des produits, mais aussi les tarifs des services liés qui constituent les recettes des administrations ou tout simplement celles des officiels concernés. Le prix d'un produit peut être multiplié quand il est fabriqué par une société mixte, sans que cela soit justifié par sa qualité, tout simplement parce que les Chinois sont très demandeurs de produits étrangers même s'ils sont en réalité fabriqués en Chine.

## L'investissement direct étranger et l'insertion internationale de l'économie chinoise

Si les années quatre-vingt ont été marquées par la croissance généralisée des IDE dans le monde, les Nouveaux Pays Industriels (NPI) d'Asie ont supplanté à partir de 1987 le Japon en tant que premier investisseur dans la région Asie-Pacifique. Cette tendance devrait se confirmer dans les années quatre-vingt-dix puisqu'entre 1990 et 1994, parmi les investissements reçus par les pays asiatiques en développement rapide<sup>14</sup>, seuls 17 % provenaient du Japon contre 46 % issus d'autres pays asiatiques, essentiellement des NPI (Tersen & Bricout, 1996). En effet, à partir du milieu des années quatre-vingt, en raison soit de facteurs externes (l'accroissement des tensions protectionnistes de la part des Etats-Unis,

12. Selon la source officielle, *China Statistical Yearbook*, 1995.

13. Des augmentations en valeur de 58,6 % en 1993 et de 31,4 % en 1994.

14. NPI, ASEAN, Chine.

la hausse des taux de change), soit de contraintes internes (la hausse substantielle des coûts salariaux, l'aggravation de problèmes d'environnement), les NPI d'Asie ont massivement délocalisé leurs productions industrielles vers l'ASEAN et la Chine (Loeffler, 1993). Depuis le début des années quatre-vingt-dix, cette dernière est largement devenue le premier pays d'accueil des IDE dans la région.

Il existe un lien étroit entre l'investissement direct étranger et le commerce extérieur : dans le cas de la Chine, d'une part, la délocalisation des usines (notamment de la part de l'Asie orientale : Japon, Hong Kong, Taiwan, Corée du Sud) va de pair avec les exportations de machines, de pièces détachées et de certaines matières premières vers la Chine, entraînant ainsi l'excédent de la balance commerciale de ces pays (notamment Taiwan, Corée du Sud et Japon) sur la Chine ; d'autre part, l'investissement dans les secteurs manufacturiers tournés vers l'exportation a accru la capacité d'exportations de la Chine puisqu'entre un quart et un tiers des exportations du pays est aujourd'hui assuré par les entreprises mixtes. Zhang (1995) a testé économétriquement le lien entre les IDE et le commerce extérieur dans le cas de la Chine et a montré que les principaux partenaires commerciaux de la Chine étaient également ceux qui y ont investi le plus.

L'accroissement des investissements de l'Asie orientale en Chine a donc stimulé le commerce extérieur de la Chine avec ces pays. Pour la Chine, la part de l'Asie orientale dans le commerce extérieur chinois a augmenté : elle est passée de 50 % en 1988 à 59 % en 1992. Pour l'Asie orientale, le marché chinois devient de plus en plus important. Le cas de Taiwan est le plus marquant : il a triplé ses exportations (y compris les réexportations par Hong Kong) vers le continent entre 1990 et 1993, ce dernier étant en réalité devenu le second marché extérieur (derrière les Etats-Unis) de Taiwan (Pei, 1995). La Chine est le premier partenaire commercial (direct et indirect) de Hong Kong à la fois en tant que fournisseur et client ; l'importance de la Chine est telle que sans elle, Hong Kong ne pourrait (au moins difficilement) être considéré comme un carrefour important du commerce international.

Le développement des relations économiques et commerciales entre la Chine et l'Asie orientale a constitué une division internationale du travail essentiellement basée sur la différence des dotations en facteurs productifs et des niveaux technologiques. Le Japon, ayant massivement délocalisé ses industries intensives en travail et à technologies standards vers les NPI et l'ASEAN dans les années soixante-dix et quatre-vingt, s'est spécialisé dans les hautes technologies. Les NPI disposant de technologies standards, se sont efforcés de développer les industries de haute technologie, délocalisant leurs industries intensives en travail vers l'ASEAN dans la seconde moitié des années quatre-vingt et vers la Chine plus récemment. Ainsi, la division internationale du travail dans laquelle la Chine s'est insérée dans les années quatre-vingt est incontestablement du type "vertical". Cette division verticale du travail (le modèle du "vol d'oies sauvages") en Asie a été décrite dans les années soixante par Akamatsu et confirmée plus tard par Kojima (Tersen & Bricout, *op. cit.*). L'avantage principal de ce modèle est la complémentarité entre des pays dotés de facteurs disponibles en quantité différente et ayant des niveaux technologiques différents. Il caractérise bien le développement économique asiatique des années soixante-dix et quatre-vingt.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, l'arrivée de grandes entreprises américaines et européennes a dans une certaine mesure modifié cette division du travail essentiellement verticale. En effet, les entreprises non asiatiques installées en Chine ont un niveau technologique supérieur<sup>15</sup>. La taille moyenne des projets d'investissements en témoigne : selon les calculs de Li & Xu (*op. cit.*), les projets européens ont une taille en moyenne cinq fois plus grande que ceux de Hong Kong et neuf fois supérieure à ceux de Taiwan<sup>16</sup>. Ce phénomène traduit les stratégies employées par les entreprises américaines et européennes pour la conquête du marché chinois. Ainsi, en 1993 et 1994, les Etats-Unis ont investi 4,5 milliards de dollars, dépassant largement les sommes cumulées entre 1979 et 1992. De même, les entreprises européennes (britanniques, allemandes et, dans une moindre mesure, françaises) ont multiplié leurs projets. Les multinationales<sup>17</sup> intègrent progressivement le marché chinois, la main-d'œuvre et les chercheurs qualifiés mais bon marché, dans leurs propres systèmes productifs.

La concurrence et le défi des multinationales américaines et européennes ont réveillé les industriels japonais, qui déplacent progressivement leurs investissements des secteurs traditionnels (textile, transformation alimentaire) vers les secteurs plus modernes (automobile, machine, électronique, énergie,...). Depuis 1993, l'industrie automobile a connu le plus fort accroissement en investissements ; les constructeurs japonais, tels Toyota, Mazda, Honda, Nissan, ont tous créé des *joint-ventures* en Chine.

L'investissement massif des multinationales va sans doute modifier le contenu technologique des produits *made in China*. Le mode vertical de la division internationale de travail sera remplacé par un mode plus "raisonnable" selon lequel la division du travail sera à la fois verticale et horizontale.

## CONCLUSION

L'objectif de cet article est de mettre en lumière les effets des investissements directs étrangers sur la transformation de l'économie chinoise depuis son ouverture en 1979. Les IDE ont en effet joué un rôle important dans les différents domaines (commerce extérieur, apport des capitaux, emploi...) et favorisé l'insertion de l'économie chinoise dans la division internationale du travail.

Toutefois, les IDE ont été assez décevants sur certains points. D'une part, ils n'ont guère impliqué de transferts de technologie avancée, notamment dans les années quatre-vingt, ce qui constitue pourtant dès le départ l'un des objectifs principaux de leur accueil. En fait les industriels de Hong Kong et de Taiwan ont délocalisé vers la Chine leurs productions à forte intensité en travail pour profiter d'une main-d'œuvre très bon marché et en même temps bénéficier de divers avantages. L'acquisition de technologies passe davantage par la coopération avec les sociétés occidentales plus capitalistiques. D'autre part, les IDE ont accru les dis-

15. Citroën installé à Wuhan depuis 1992 a apporté la technologie la plus moderne existant dans le secteur automobile conformément à la demande des Chinois.

16. Notons que le géant américain dans le secteur automobile, General Motors, a récemment signé un contrat d'investissement d'un montant de 1 à 2 milliards de dollars avec la municipalité de Shanghai (Source : *Financial Times*, 25-10-1995).

17. Une centaine parmi les cinq cents plus grandes multinationales a déjà investi en Chine.

parités régionales. Ce ne sont en effet que quelques provinces côtières qui ont profité des investissements étrangers et qui, déjà les plus riches, connaissent une croissance plus élevée que dans les provinces intérieures. Enfin l'effet des IDE sur la forte inflation que la Chine a connue ces toutes dernières années a été significatif.

Très récemment, il semble qu'un nouveau tournant se profile en matière d'IDE. Conscients de l'enjeu que représente le marché chinois pour les investisseurs étrangers, les responsables chinois deviennent plus exigeants et plus sélectifs. La tendance va vers un traitement égalitaire entre les investissements étrangers et nationaux <sup>18</sup>.

Y. S.

#### RÉFÉRENCES

- Bouteiller E. (1994), "Attirer un oiseau sur une branche : les investissements de la diaspora en Chine", *Economie internationale*, la revue du CEPII n° 57, 1<sup>er</sup> trimestre, Paris : la Documentation française.
- Bouteiller E. & M. Fouquin (1995), *Le développement économique de l'Asie orientale*, Paris : Editions La Découverte.
- Chen Edward K. Y. (1993), "Foreign Direct Investment in East Asia", *Asian Development Review*, vol.11, n° 1, Manila, pp. 24-59.
- China Statistical Yearbook*, différentes années.
- Duan X.-S. & Q.-M. Yang (1993), *Investissement direct étranger* (en Chinois), Editions Populaires de Shanghai.
- Gentelle P. (1994), *Economie de la Chine*, Paris : Armand Colin.
- Gu G.-X. & X.-M. Xu (1994), *Gestion de coentreprises* (en chinois), Shanghai : Editions de l'Université de Fudan.
- Lemoine F. (1990), "La vague d'industrialisation des régions côtières chinoises dans les années quatre-vingt", *Economie prospective internationale*, la revue du CEPII, n° 42, 2<sup>e</sup> trimestre, Paris : la Documentation française, pp. 25-49.
- Lemoine F., A. Saint Vaulry & M. Drame (1994), "Hong Kong-Chine : un dragon à deux têtes.", *Economie internationale*, la revue du CEPII n° 57, 1<sup>er</sup> trimestre, Paris : la Documentation française.
- Li L.-Q. (1995), *L'utilisation de capitaux étrangers en Chine* (en chinois), Beijing : Editions Economie et Commerce Extérieurs.
- Li Z.-X. & Z.-H. Xu (1994), *The Successful Experiences on the Development of International Joint Ventures in China : Company Structure & Management Behavior* (en chinois), Beijing : Editions Gestion d'Entreprise.
- Lii S.-Y. (1994), "Japanese Direct Foreign Investment and Trade Flows in the Asia-Pacific Region", *Asian Economic Journal*, vol.8, n° 2, juillet, Japon & Hong Kong, pp. 181-203.
- Loeffler E. (1993), "L'essor des investissements directs étrangers des NPI dans la région Asie-Pacifique", *Asies Recherches*, n° 10, novembre, pp. 35-50.
- Pei C.-H. (1995), "Foreign Businessmen's Investment in Mainland China and Industrial Division of Labor in East Asia" (en chinois), *Contemporary Asia-Pacific Studies*, n° 2, Beijing, pp. 17-22.
- Tersen D. & J.-L. Bricout (1996), *L'investissement international*, Paris : Masson & Armand Colin.

18. Les avantages fiscaux accordés aux investisseurs étrangers vont bientôt être supprimés.

- Wang D.-N. (1987), "Les investissements directs des Chinois d'outre-mer en Chine", *Economie prospective internationale*, la revue du CEPII n° 30, 2<sup>e</sup> trimestre, Paris : la Documentation française, pp. 81-88.
- Xu T.-M. (1994), *L'économie de l'Asie-Pacifique vers le XXI<sup>e</sup> siècle* (en chinois), Beijing : Editions de Planification de Chine.
- Zhang Z. (1995), "International Trade and Foreign Direct Investment : Further Evidence from China", *Asian Economic Journal*, vol.9, n° 2, juillet, Japon & Hong Kong, pp. 153-167.